

# Les eurodéputés approuvent l'accord de libre-échange entre l'UE et le Japon

Le Parlement européen a approuvé mercredi l'accord de libre-échange entre l'UE et le Japon (Jefta), présenté par les institutions européennes comme «le plus important accord commercial bilatéral jamais négocié par l'Union». De fait, il concerne plus de 630 millions de personnes, soit un tiers du PIB mondial.

L'accord a été adopté par 474 voix pour, 152 contre et 40 abstentions. Contrairement au Ceta, cet accord relève de la compétence exclusive de la Commission européenne et ne nécessite pas de passage devant les parlements nationaux et régionaux.

«L'accord fera disparaître presque tous les droits de douane, ce qui représente une somme annuelle d'un milliard d'euros pour les entreprises de l'UE», affirme le Parlement européen.

«On montre que nous, on est en faveur d'un commerce ouvert, mais régulé», dit la commissaire européenne au Commerce, Cecilia Malmström. À travers cet accord, l'Europe prend une

position claire en faveur du libre-échange «dans une période marquée par de grands défis liés au protectionnisme». L'idée est avant tout de damer le pion au président des Etats-Unis, Donald Trump.

Les secteurs japonais les plus sensibles, comme la production de riz, resteront protégés, tandis que le vin, le fromage, le porc, les pâtes, le chocolat et les biscuits seront détaxés soit immédiatement soit après une période de transition.

**«On montre que nous, on est en faveur d'un commerce ouvert mais régulé.»**

**CECILIA MALMSTRÖM**  
COMMISSAIRE EUROPEENNE  
AU COMMERCE

Par ailleurs, 205 produits possédant une indication géographique européenne seront protégés sur le marché japonais afin d'aider les PME qui représentent 78% des exportations vers le Japon.

Le Japon ouvre ses appels ferroviaires et les marchés publics dans ses principales villes à la concurrence européenne. La libéralisation concerne aussi le commerce en ligne, le transport maritime international et les services postaux.

## L'automobile européenne perdante

Le secteur automobile européen risque toutefois de faire les frais de cet accord. Les constructeurs japonais ont obtenu lors des négociations ce qu'ils attendaient depuis des décennies: l'ouverture, à l'issue d'une période de sept ans, du marché européen. Le tout, sans réciprocité pour leurs concurrents européens sur le marché nippon. **V.G.**